



Groupe de la Banque mondiale

PLAN  
D'ACTION RÉSUMÉ  
SUR LE 2021-2025  
CHANGEMENT  
CLIMATIQUE



© 2021 Groupe de la Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Cet ouvrage a été réalisé par le personnel du Groupe de la Banque mondiale. Le « Groupe de la Banque mondiale » désigne les organisations juridiquement distinctes que sont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA).

Bien qu'il soit considéré comme fiable, le Groupe de la Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, la fiabilité ou l'exhaustivité du contenu de cet ouvrage, ni les conclusions ou les jugements qui y sont décrits, et décline toute responsabilité en cas d'omission ou d'erreur (y compris, mais sans s'y limiter, les erreurs typographiques et les erreurs techniques) dans ce contenu ou en cas de confiance dans celui-ci. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part du Groupe de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. Les observations, interprétations et conclusions qu'il contient ne reflètent pas nécessairement l'opinion des organisations membres du Groupe de la Banque mondiale, de leurs Conseils d'administration respectifs et des pays qu'ils représentent.

Le contenu de cet ouvrage est destiné à des fins d'information générale uniquement et ne constitue pas un conseil juridique, un conseil en valeurs mobilières ou un conseil en investissement, une opinion concernant le caractère approprié d'un investissement ou une sollicitation de quelque nature que ce soit. Les organisations du Groupe de la Banque mondiale ou leurs affiliés peuvent détenir un investissement, fournir d'autres conseils ou services, ou avoir un intérêt financier dans certaines des sociétés et parties citées dans le présent document.

Rien dans le présent ouvrage ne peut constituer ou être interprété ou considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de l'une quelconque des organisations du Groupe de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

#### **Droits et licences**

Le contenu de la présente publication fait l'objet d'un dépôt légal. Le Groupe de la Banque mondiale encourageant la diffusion de ses travaux, cet ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Toutes les demandes concernant les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; e-mail : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Conception de la couverture : Simone McCourtie  
Conception : Bradley Amburn



## Introduction

---

Nos réponses collectives au changement climatique, à la pauvreté et aux inégalités sont des choix déterminants pour notre époque. Nous devons relever ces défis ensemble pour atteindre notre double objectif de réduction de la pauvreté et de renforcement de la prospérité partagée. La pandémie de COVID-19 et la crise économique ont été dévastatrices, et alors que nous aidons les pays à faire face à la crise en cours et à se refaire une santé, il est urgent d'intégrer les stratégies climatiques et de développement afin d'assurer un développement vert, résilient et inclusif. La mise en œuvre d'un programme climatique ambitieux implique des compromis, notamment des coûts de transition, mais ceux-ci peuvent être réduits grâce à une approche axée sur les personnes, à des politiques budgétaires et sociales efficaces et à des politiques permettant d'attirer les investissements du secteur privé. Le coût de l'inaction face au changement climatique est déjà immense et ne fera que s'accroître. Le Groupe de la Banque mondiale reconnaît qu'à l'échelle mondiale, les pauvres, qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, sont ceux qui souffrent souvent le plus des effets du changement climatique.

Les pays bénéficiaires du Groupe de la Banque mondiale et ses clients du secteur privé ont de solides raisons de lutter contre le changement climatique. Non seulement nombre d'entre eux sont très vulnérables aux effets du climat, qui menacent leur développement et le bien-être de leur population, mais ils doivent rester compétitifs à mesure que l'économie mondiale s'oriente vers la neutralité climatique. Une transition bien gérée peut permettre à l'action climatique de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et de réduire la pauvreté. Accélérer la transformation économique est le meilleur moyen de stimuler durablement l'emploi. Le Groupe de la Banque mondiale travaillera avec les secteurs public et privé pour soutenir le programme d'action pour le climat. Par exemple, les interventions du secteur public peuvent aider les pays à mettre en œuvre des réformes politiques et réglementaires et à créer des incitations pour attirer des participants du secteur privé et en catalyser les investissements, en utilisant nos nombreux instruments financiers et de conseil.

Le Groupe de la Banque mondiale est le plus grand fournisseur multilatéral de financement de l'action climatique en faveur des pays en développement et a augmenté son financement à des niveaux sans précédent au cours des deux dernières années. En nous appuyant sur notre soutien de longue date à l'action climatique, nous entendons aller plus loin et plus vite pour aider les pays à intégrer le climat dans leur programme de développement. Le contexte actuel est très différent de celui de 2016, lorsque le Groupe de la Banque mondiale a lancé son premier Plan d'action sur le changement climatique (2016-2020). Outre la pandémie de COVID-19, au cours des deux dernières années, de grands pays avancés et en développement se sont engagés à réduire à zéro leurs émissions d'ici à 2050 et à emprunter des trajectoires leur permettant d'atteindre leur point culminant en 2030.

Le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 vise à promouvoir les aspects liés au changement climatique de l'approche de développement vert, résilient et inclusif (en anglais *Green, Resilient, and Inclusive Development*, GRID) du Groupe de la Banque mondiale, qui vise l'éradication de la pauvreté et la prospérité partagée dans une optique de durabilité. Dans le Plan d'action, nous aiderons les pays et les clients du secteur privé à maximiser l'impact du financement de l'action climatique, en visant des améliorations mesurables en matière d'adaptation et de résilience, ainsi que des réductions mesurables des émissions de gaz à effet de serre. Le Plan d'action tient également compte de l'importance vitale du capital naturel, de la biodiversité et des services écosystémiques et renforcera le soutien aux solutions fondées sur la nature, étant donné leur importance tant pour l'atténuation que pour l'adaptation. Dans le cadre de ses efforts pour stimuler l'action climatique, le Groupe de la Banque mondiale participe depuis longtemps à des partenariats clés et à des forums de haut niveau visant à renforcer les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique.

Ce nouveau Plan d'action marque le passage d'une approche de projets verts à des économies vertes dans leur entièreté, et de la focalisation sur les facteurs de production à celle sur les impacts. Il est axé sur : i) l'intégration du climat et du développement ; ii) l'identification et la hiérarchisation des mesures à prendre pour les plus grandes possibilités d'atténuation et d'adaptation ; et iii) l'utilisation de ces mesures pour orienter notre financement de l'action climatique et mobiliser des capitaux privés de manière à obtenir les meilleurs résultats. Cela signifie qu'il faut aider les plus grands émetteurs à aplanir la courbe de leurs émissions et à accélérer la tendance à la baisse, et augmenter le financement de l'adaptation pour aider les pays et les clients du secteur privé à se préparer et à s'adapter au changement climatique tout en poursuivant des objectifs de développement plus larges grâce à l'approche GRID.

Le Groupe de la Banque mondiale intensifiera ses efforts sur un certain nombre de fronts :

## **I. Aligner le climat et le développement**

---

Ce Plan d'action part du principe que le climat et le développement doivent être intégrés, à la fois pour faciliter une atténuation et une adaptation réussies, et pour garantir un développement économique durable. Pour ce faire, i) nous intensifierons notre engagement au niveau national en matière de diagnostic, de planification et de politiques relatives au climat et au développement, afin d'aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de climat et de développement ; ii) nous alignerons les flux financiers du Groupe de la Banque mondiale sur les objectifs de l'Accord de Paris, afin d'intégrer davantage le climat dans nos activités de développement ; et iii) nous augmenterons le financement de l'action climatique pour l'atténuation et l'adaptation de manière à obtenir les meilleurs résultats.

### **Diagnostic, planification et politiques des pays en matière de climat et de développement**

Nous établirons une base analytique solide au niveau mondial et national, notamment en introduisant des rapports-pays sur le climat et le développement qui traitent de l'interaction entre le climat et le développement. Les rapports-pays sur le climat et le développement seront utilisés pour orienter, hiérarchiser et ordonner l'action climatique à travers le processus d'implication des pays et ainsi mettre en œuvre le Plan d'action. Ces rapports-pays enquêteront sur les effets que le changement climatique et la décarbonation peuvent avoir sur la trajectoire et les priorités de développement d'un pays, et identifieront les éventuelles mesures d'atténuation, d'adaptation et de renforcement de la résilience devant améliorer les résultats du développement. Ils soutiendront la préparation et la mise

en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des stratégies à long terme (SLT) de nos pays bénéficiaires et alimenteront les diagnostics-pays systématiques, les diagnostics-pays du secteur privé et les cadres de partenariat-pays du Groupe de la Banque mondiale. Au cours de l'année prochaine, nous prévoyons de réaliser jusqu'à 25 rapports-pays sur le climat et le développement, en nous concentrant pour cette première série sur les pays en développement dont les émissions de carbone sont particulièrement importantes et/ou qui sont très vulnérables au changement climatique. Ces diagnostics étayeront le dialogue au niveau national sur les orientations politiques et le renforcement institutionnel. Nous soutiendrons une approche globale de l'économie qui met l'accent sur les politiques et les plans visant à créer un environnement propice à l'action climatique et à apporter des changements transformateurs, notamment une croissance tirée par le secteur privé. Loin de se contenter de rendre des projets plus verts, le Groupe de la Banque mondiale s'attachera à rendre plus vertes des économies entières, tout en soutenant une transition juste.

### **Aligner nos flux financiers sur l'Accord de Paris**

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à aligner ses flux de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris. Nous définissons cet alignement comme étant la fourniture aux bénéficiaires d'un soutien qui soit cohérent avec les trajectoires menant à un développement à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique. Pour la Banque mondiale, nous prévoyons d'aligner toutes les nouvelles opérations d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2023, soit le début de l'exercice 24. Pour l'IFC et la MIGA, 85 % des opérations du secteur réel approuvées par le Conseil d'administration seront alignées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023, et 100 % deux ans plus tard, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Pour y parvenir, les deux institutions commenceront à aligner 100 % de leurs projets au stade de la conception bien avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023. Une fois qu'une méthodologie pour les institutions financières et les fonds sera finalisée parmi les banques multilatérales de développement (BMD), une approche similaire sera adoptée pour cette activité également. L'Accord de Paris reconnaît que les pays présentent des situations différentes et leur donne une certaine latitude dans les voies qu'ils choisissent pour atteindre l'objectif primordial d'un développement résilient et à faibles émissions de carbone. Le soutien que nous apportons aux pays et aux clients du secteur privé respecte de la même manière les besoins et les circonstances propres à chaque pays en ce qui concerne l'intégration des résultats en matière de climat et de développement et l'élaboration de trajectoires vertes, résilientes et inclusives. Le Groupe de la Banque mondiale produira un plan de mise en œuvre de l'alignement sur l'Accord de Paris avec des échéances et des résultats clairs.

**FIGURE A : Le Groupe de la Banque mondiale sera aligné sur l'Accord de Paris**

- La Banque mondiale alignera toutes ses nouvelles opérations à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 (exercice 24).
- Pour l'IFC et la MIGA, 85 % des opérations du secteur réel approuvées par le Conseil d'administration seront alignées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023, et 100 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025, deux exercices budgétaires plus tard. Une fois qu'une méthodologie pour les institutions financières et les fonds sera finalisée parmi les BMD, une approche similaire sera adoptée pour cette activité.



### Accroître notre financement de l'action climatique et notre impact sur le climat

Nous nous engageons à atteindre 35 % de financement de l'action climatique pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, en moyenne sur les cinq années 2021-2025. Il s'agit d'une forte augmentation par rapport à la moyenne de 26 % atteinte au cours des exercices 16 à 20 et d'une augmentation encore plus importante en dollars, car le financement total du Groupe de la Banque mondiale s'est également accru. Ce Plan d'action souligne le caractère central de l'adaptation, au moins 50 % des financements climatiques de l'IDA et de la BIRD devant être alloués à l'adaptation, pour soutenir une série d'activités qui réduisent la vulnérabilité, conformément aux orientations stratégiques définies dans le Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale sur l'adaptation et la résilience au changement climatique<sup>1</sup>. De même, l'IFC et la MIGA comprennent que l'adaptation est essentielle et intensifient leurs efforts pour identifier les opportunités d'investissement du secteur privé dans ce domaine. Un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale guidera nos efforts alors que nous travaillons dans l'ensemble de l'institution pour expérimenter des

approches dans plusieurs pays, afin d'élaborer des politiques et des réglementations de soutien pour aider à stimuler l'investissement du secteur privé<sup>2</sup>. Nous allons également renforcer notre orientation vers les résultats en élaborant des paramètres, le cas échéant, qui rendent mieux compte de notre impact sur le climat, y compris du point de vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

**FIGURE B : Nouveaux objectifs et engagements ambitieux pour le financement de l'action climatique**

- Objectif de financement de l'action climatique du Groupe de la Banque mondiale (GBM) : 35 % en moyenne au cours des exercices 21-25 pour les clients en appui d'un développement vert, résilient et inclusif. Le GBM créera de nouveaux produits et de nouvelles plateformes pour mobiliser le financement de l'action climatique à grande échelle.

**Financement de l'action climatique par le GBM (%) :**

**26 % → 35 %**

octroyés en moyenne au cours des exercices 16-20

objectif pour les exercices 21-25

**Les objectifs sont ambitieux étant donné :**

- la composition de notre portefeuille de financement ;
- le faible niveau de revenu par habitant des pays bénéficiaires et les autres priorités de développement pour lesquelles ils doivent emprunter ;
- les contraintes d'investissement en capitaux privés dans les marchés émergents ;
- la priorité de plus en plus accordée aux pays IDA et en situation de fragilité, de conflit ou de violence.

**Financement de l'action climatique par le GBM (milliards de dollars) :**

**\$16,7** moyenne annuelle pour les exercices 16-20

**\$21,4** exercice 20

## II. Accorder la priorité aux transitions des systèmes clés

Nous soutiendrons les investissements publics et privés transformateurs dans cinq systèmes clés: l'énergie ; l'agriculture, l'alimentation, l'eau et les terres ; les villes ; les transports ; et l'industrie manufacturière. Ces systèmes sont prioritaires parce qu'ils sont ceux qui contribuent le plus aux émissions — ensemble, ils génèrent plus de 90 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre — et rencontrent d'importantes difficultés d'adaptation, ce qui fait du soutien à l'adaptation une priorité essentielle pour les cinq systèmes. Ces systèmes sont également essentiels pour atteindre les objectifs de développement. Leur transformation est essentielle pour les pays à tous les stades de développement et nécessite une action du secteur public pour catalyser le secteur privé, à la fois pour libérer des opportunités économiques majeures et créer de nouveaux emplois, et pour réduire les émissions et limiter les effets du changement climatique. Le Groupe de la Banque mondiale accordera la priorité à l'action climatique dans tous ces secteurs — en soutenant également, dans la mesure du possible, le capital naturel et la biodiversité — afin de mettre en œuvre des opérations et des programmes nationaux efficaces, notamment des investissements dans les secteurs public et privé, des garanties et des services de conseil. Des investissements significatifs dans l'éducation, la formation et le recyclage pour développer les compétences dans ces secteurs clés sont essentiels, afin que les habitants de nos pays bénéficiaires puissent profiter des nouveaux et meilleurs emplois créés par ces transitions systémiques.

### Énergie

Alors que le Groupe de la Banque mondiale investit dans l'élargissement de l'accès à l'énergie — environ 800 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas l'électricité —, nous avons besoin de toute urgence d'une transition mondiale vers une énergie à faibles émissions de carbone qui soit résiliente au changement climatique et aux événements extrêmes. Les priorités du Groupe

de la Banque mondiale dans le secteur sont les suivantes : aider les pays à planifier le secteur de l'électricité, à réformer les subventions à l'énergie et à améliorer les performances opérationnelles et financières des services publics ; investir dans des projets visant à accroître l'accès à l'énergie, notamment par le biais des énergies renouvelables et de l'amélioration du rendement énergétique ; et assurer une transition équitable vers l'abandon du charbon. Les priorités de l'action climatique dans ce secteur dépendront du contexte national : dans les pays à revenu intermédiaire à fortes émissions, par exemple, les mesures clés peuvent inclure la fermeture des centrales électriques à charbon, le remplacement des combustibles fossiles dans l'ensemble de l'économie et la suppression des obstacles commerciaux aux technologies vertes, tout en maintenant une transition juste, ce qui nécessite un financement approprié. Pour les pays à faible revenu qui s'efforcent encore de fournir un accès à l'énergie à tous, il est essentiel d'investir dans une capacité de production de base à faible intensité de carbone, y compris les énergies renouvelables.

### **Agriculture, alimentation, eau et terres**

Le Groupe de la Banque mondiale renforcera son soutien à une agriculture intelligente face aux changements climatiques dans l'ensemble des chaînes de valeur agricoles et alimentaires, y compris l'économie bleue, par le biais d'interventions politiques et technologiques, en utilisant des solutions fondées sur la nature, le cas échéant. Cette démarche peut avoir des effets bénéfiques sur trois plans : amélioration de la productivité, réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la résilience. Le Groupe de la Banque mondiale se penchera sur les options politiques et les compromis nécessaires à la lutte contre la perte et le gaspillage de nourriture. Elle aidera les pays à gérer ensemble les risques d'inondation et de sécheresse, de manière à réduire les chocs liés à l'eau et à protéger les moyens de subsistance et les ressources productives. Le Groupe de la Banque mondiale expérimentera dans ses opérations un protocole de surveillance, de déclaration et de vérification à faible coût et en temps quasi réel, qui peut mobiliser des capitaux privés pour améliorer la séquestration du carbone dans le sol. L'IFC travaillera avec ses clients pour améliorer la productivité tout en réduisant l'utilisation d'intrants, les émissions de gaz à effet de serre par tonne de production, et en diminuant les pertes après récolte dans les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial.

### **Villes**

Le Groupe de la Banque mondiale renforcera son soutien aux villes, notamment l'assistance technique et le financement, pour les aider à décarboner et à renforcer leur résilience, tout en soutenant des objectifs de développement plus larges. Cela signifie qu'il faut soutenir les politiques, les réglementations et les investissements visant à améliorer la qualité de l'air en milieu urbain, à décarboner les systèmes énergétiques urbains, à promouvoir des bâtiments et des infrastructures vertes et économes en ressources, à favoriser la gestion intégrée des déchets solides et les approches d'économie circulaire, à améliorer les transports urbains et à accroître la couverture, l'efficacité et la résilience de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et du traitement des eaux usées en milieu urbain. Il est particulièrement important d'améliorer la planification et la réglementation de l'utilisation des sols urbains. L'IFC renforcera ses partenariats stratégiques par le biais d'une approche totalement intégrée en matière d'investissement et de conseil, afin d'aider les villes à remédier aux défaillances actuelles du marché, telles que les fonds limités pour la préparation des projets, la faible solvabilité et le manque d'expertise technique. L'IFC et la MIGA développeront leurs activités dans le domaine de l'écoconstruction, à la fois par le biais de financements directs et de la réduction des risques pour les propriétaires d'actifs, et en augmentant le recours aux prêts hypothécaires verts et au financement de l'écoconstruction par le biais d'intermédiaires financiers. Le Groupe de la



Banque mondiale aide les pays et les villes à adopter des approches intégrées de gestion des déchets et d'économie circulaire, afin de favoriser l'atteinte des objectifs en matière de climat, de développement et de durabilité au sens large.

## Transports

L'approche du Groupe de la Banque mondiale en matière de transports résilients et à faibles émissions de carbone soutiendra les améliorations de la mobilité et de l'accessibilité urbaines, ainsi que de la logistique et du fret. Il s'agit notamment de planifier, de développer et de gérer des systèmes de transport intégrés, y compris des transports publics de qualité pour remplacer les véhicules particuliers et les services de transport urbain informels fragmentés, ainsi que de soutenir la mobilité active (notamment la marche et le cyclisme). Les technologies numériques et les véhicules électriques recèlent un potentiel important, en particulier à mesure que le secteur de l'électricité se décarbone, tout comme les réformes de la tarification et de la réglementation des carburants et des véhicules. Les interventions visant à décarboner le secteur du fret et à mettre en place une logistique compétitive comprennent la réorganisation des chaînes d'approvisionnement, y compris le soutien au développement de la logistique contractuelle et de la logistique sous température dirigée, la modification des pratiques d'inventaire, le rapprochement de la production des clients, le passage à des modes de transport à plus faibles émissions de carbone, le passage à des véhicules à haut rendement énergétique et à faibles émissions de carbone dans tous les modes, y compris dans le transport maritime, et l'optimisation des réseaux. L'IFC et la MIGA soutiendront également les investissements dans les équipements et les infrastructures à haut rendement énergétique, notamment dans les ports et les aéroports.

## Industrie manufacturière

Le Groupe de la Banque mondiale aidera les secteurs de la fabrication à s'engager sur la voie de la décarbonation via l'utilisation efficace des ressources, les solutions à faibles émissions de carbone et l'économie circulaire. Le Groupe de la Banque mondiale travaillera avec les parcs industriels pour les aider à offrir des infrastructures et des services industriels à faibles émissions de carbone grâce à son programme de parcs éco-industriels. Il aidera également les pays et leurs industries à élaborer des politiques sectorielles qui favorisent une croissance résiliente et à faibles émissions de carbone, tout en contribuant à améliorer leur compétitivité verte, à mobiliser le secteur privé et à améliorer la préparation aux catastrophes. L'IFC mobilise et promeut les produits de financement de l'action climatique et les services de conseil, et la MIGA fournit des produits de réduction des risques, afin de soutenir les mesures de réduction éprouvées et les technologies innovantes que les clients souhaitent mettre en œuvre. L'IFC et la MIGA travailleront avec les entreprises clientes du secteur manufacturier, en particulier dans les secteurs des matériaux de base à forte intensité de gaz à effet de serre, pour les aider à réaliser leurs stratégies et leurs objectifs climatiques.

## III. Octroyer des financements pour soutenir les transitions

---

Pour mener une action significative en faveur du climat, il faudra augmenter les financements. Cela est particulièrement important pour aider les pays les plus pauvres à réaliser de gros investissements dans les biens publics mondiaux, comme la réduction de l'utilisation du charbon, et à financer les efforts d'adaptation, qui nécessitent des dépenses initiales, mais offrent des avantages croissants au fil du temps. Les pays en développement auront besoin d'investissements estimés à 4 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 pour construire des infrastructures répondant à leurs besoins de développement.

Ces investissements permettront à ces pays de construire des infrastructures durables et résilientes, de créer de nouveaux emplois et, le cas échéant, de passer directement à des solutions à faibles émissions de carbone. Les flux financiers actuels sont loin du compte. Pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement, le monde doit mobiliser des milliers de milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Les financements publics, privés et concessionnels de l'action climatique existants doivent être déployés de manière plus transformatrice et catalytique, en mobilisant des capitaux supplémentaires pour combler l'écart entre les ressources disponibles et les besoins.

La BIRD, l'IDA et l'IFC ont un modèle financier qui consiste à émettre des obligations notées AAA sur les marchés des capitaux, ce qui permet d'avoir un effet multiplicateur sur les rares capitaux des actionnaires, grâce à une mobilisation importante de capitaux privés. Afin d'augmenter encore les financements disponibles et de maximiser l'utilisation des financements pour l'action climatique, le Groupe de la Banque mondiale va : i) aider les pays bénéficiaires à renforcer leurs ressources publiques nationales ; ii) accroître la mobilisation des capitaux internationaux et nationaux, notamment en catalysant les capitaux privés nationaux ; et iii) soutenir les efforts mondiaux visant à mobiliser et à déployer stratégiquement des financements concessionnels pour l'action climatique afin de réduire les risques liés aux investissements climatiques.

Le secteur financier au sens large peut et doit également jouer un rôle clé, à la fois en mobilisant des capitaux pour des investissements verts et à faibles émissions de carbone et en gérant les risques climatiques. Le Groupe de la Banque mondiale aidera le secteur financier à devenir plus vert dans les marchés émergents via sa collaboration avec les banques centrales, les banques nationales de développement et les institutions financières du secteur privé. Cette assistance se fera notamment grâce à des missions de conseil ciblées visant à doter les clients des cadres nécessaires à la création d'environnements favorables et de pratiques d'atténuation des risques afin d'adopter l'action climatique, tout en permettant la mise en place de mécanismes de financement innovants et modulables à l'appui des investissements durables.

## Conclusion

S'attaquer à la crise climatique tout en répondant aux besoins urgents en matière de développement : tel est le défi fondamental de notre époque. S'appuyant sur les réalisations du Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 du Groupe de la Banque mondiale, ce deuxième Plan d'action a été élaboré dans le contexte exceptionnel d'une pandémie, avec un effondrement de l'économie mondiale d'une vitesse et d'une ampleur jamais vues depuis des décennies, et une profonde incertitude quant à l'avenir. Nous avons maintenant l'occasion — et l'obligation — de passer à un mode de développement résilient et à faibles émissions de carbone, tout en soutenant le capital naturel, la croissance économique et la création d'emplois. Le Groupe de la Banque mondiale, par son plaidoyer mondial, son pouvoir de mobilisation et son soutien aux pays bénéficiaires et au secteur privé, sera un acteur clé de cet effort. Grâce à de nouveaux diagnostics qui permettront d'identifier les possibilités d'adaptation et d'atténuation les plus importantes, à un soutien accru aux pays pour l'élaboration de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs stratégies à long terme, et à un soutien renforcé pour une transition juste, nous nous attèlerons à intégrer le climat et le développement en augmentant le financement de l'action climatique et d'une transition juste, afin d'obtenir les meilleurs résultats pour les populations de nos pays bénéficiaires.

**FIGURE C** : Le Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale sur le changement climatique 2021-2025 en bref

